

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 31 (1951)
Heft: 4

Artikel: Le budget miroir de l'économie
Autor: Faure, Edgar
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888578>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE BUDGET

miroir de l'économie

Extraits de l'allocution prononcée à la 33^e assemblée générale de la Chambre de commerce suisse en France

par

M. Edgar Faure
Ministre du Budget



IL n'est peut-être pas tellement paradoxal, aujourd'hui, de voir un Ministre du budget présider une conférence consacrée, si opportunément, à des problèmes internationaux, car le budget a évolué avec l'Etat dont il est l'instrument.

Actuellement, le budget ne présente plus, comme autrefois, les comptes de l'Etat mais les comptes de la Nation, et les véritables problèmes qu'il pose sont des problèmes d'aspect national, par conséquent aussi des problèmes internationaux. Quels sont les problèmes graves, angoissants, qui s'imposent aujourd'hui à une gestion financière ?

Nous avons eu, d'abord, avec le problème de la reconstruction de la France, celui de l'équipement. La plus grande partie de notre effort d'équipement reposait sur l'aide de nos amis américains ; il fallait bien que ce fussent les pouvoirs publics et, par conséquent, le document financier, qui reflétât leur action.

Le deuxième problème, qui est le problème grave de ces temps au point de vue financier, c'est le problème du réarmement.

Je dois vous dire que ce furent des journées bien pénibles pour M. Petsche et pour moi que celles où, à l'époque où nous comptions enfin arriver à un palier dans l'effort que l'on demande à ce pays dont vous partagez la vie et l'activité, au moment où nous comptions assurer le temps

de reprendre haleine à cette économie dont vous êtes les artisans, à ce moment-là on nous a dit : « Il y a un effort complémentaire à faire, car il y a eu la guerre de Corée et il y a les nouveaux développements de la guerre d'Indochine où coule le sang français ; tout cela, nous a-t-on dit, nécessite un nouvel effort financier et, par conséquent, l'imposition de nouvelles charges. » Si tout le monde en a éprouvé de la tristesse et du regret, vous penserez que c'était un moment particulièrement difficile pour des Ministres qui, après avoir demandé des mesures impopulaires, qui se sont, somme toute, révélées efficientes et avaient abouti à une préstabilisation du franc, étaient obligés de renoncer non pas à la popularité, mais à certaines circonstances atténuantes et de demander à nouveau un effort indispensable.

Mais ce problème d'armement, qui ne peut se régler lui-même que sur le plan international, a des conséquences sur notre économie nationale : l'équilibre de nos comptes risque alors d'être mis en péril par des poussées de prix venant de l'extérieur et provoquant des hausses de prix internes. Celles-ci sont suivies de hausses de salaires, de hausses, par conséquent, sur les traitements des fonctionnaires, sur les dépenses assumées par l'Etat qui peuvent créer les conditions d'un déséquilibre budgétaire.

La hausse des prix qui est l'effet de l'inflation n'en est pas nécessairement et par elle-même la cause, mais, en réalité, ces deux termes sont presque toujours joints, car la hausse des prix s'incorporant dans les éléments budgétaires dont je parlais tout à l'heure devrait normalement arriver à créer un élément de déséquilibre qui est lui-même la cause nécessaire de l'inflation.

Ainsi donc, le budget, devenu l'expression des comptes économiques de la Nation, traduit-il l'essentiel du problème qui se pose à nos esprits et qui est le plus élevé des temps présents, celui des relations internationales et de l'organisation internationale.

Ai-je besoin de dire de quel prix peut être pour le monde, l'exemple de votre pays ? L'exemple de cette Confédération si parfaite qui, fondée sur des autonomies, admettant des divergences, crée cependant une entité nationale.

L'effort de compréhension et d'organisation que vous avez réalisé dans votre pays, et qui demeure un exemple unique, cet effort doit nous guider dans l'avenir.

* * *

C'est ici que nous devons saisir le concept de liberté sur lequel j'ai aimé que M. Marjolin terminât son exposé, concept auquel nous sommes si attachés. Mais il ne suffit pas d'être attaché à la liberté, il faut la créer où elle n'existe pas et la conserver là où elle existe.

Je crois que tous les peuples aimeraient la liberté s'ils la connaissaient. Ceux qui ne la connaissent pas, il ne faut pas leur en vouloir, il faut la leur apprendre. Il faut donc, en tout cas, conserver les foyers de liberté qui existent en Suisse, en France, et dans un certain nombre d'autres pays.

Mais cette liberté, il ne suffit pas d'en parler pour l'assurer : dans la cité, la liberté du citoyen ne peut être assurée que par la force de l'Etat, à condition que ce soit un Etat libéral, et par son intervention nécessaire dans les problèmes dont il ne peut pas se désintéresser, car seule cette intervention mesurée permet d'éviter une intervention totale qui annulerait la liberté que nous voulons défendre. De même, dans le domaine international, pour éviter l'oppression d'un Etat sur les autres, du plus fort sur les moins forts, il faut assurer les conditions de cette organisation permettant d'arrêter tel ou tel phénomène économique qui, générateur de misère, créerait les conditions nécessaires pour l'établissement, à l'intérieur, de la dictature, et dans les relations

internationales, de l'oppression d'une nation sur les autres.

Cette recherche de l'organisation dans la liberté, cette mesure à établir, dans le cadre national, entre le citoyen et le pouvoir, à l'extérieur, entre l'Etat souverain et les autres Etats, c'est cela le grand problème du temps présent.

C'est pourquoi, autant nous sommes les ennemis de toutes les théories préconçues, autant nous disons que, devant cette situation, le risque le plus grave qui peut survenir, c'est justement — avant la guerre — cette inflation que j'ai pu appeler, un jour, d'un mot cruel : la sixième colonne !

En effet, nous redoutons la cinquième colonne qui est celle des traîtres ou des égarés, mais nous avons une sixième colonne qui est celle de l'inflation, et celle-là réunira les troupes nombreuses de l'ignorance, de la misère. Les gens qui sont misérables peuvent avoir la liberté de porter un bulletin de vote, mais cette liberté, ils ne l'apprécient pas sans les moyens de manger et la possibilité d'un toit, et c'est contre cela aussi que nous devons lutter.

Mais, de même que nous devons tendre nos énergies contre les théories néfastes, de même nous devons dénoncer comme des illusionnistes ceux qui dénigrent tout, qui méconnaissent tous les efforts, qui disent : « Il n'y a rien à faire, l'Etat n'a qu'à ne s'occuper de rien, les individus se débrouilleront bien mieux », car alors un jour les cours monteront et un autre jour ils baisseront, chacun fera son effort militaire dans l'incohérence et son effort économique dans une concurrence effrénée, au lieu de créer, comme vous l'a dit tout à l'heure M. Marjolin, les conditions d'une concurrence saine, dans une organisation et une coopération des différents Etats.

Je crois que si nous savons tous tendre nos énergies, si nous savons distinguer l'essentiel du secondaire, si nous savons comprendre qu'on ne peut pas ajouter sans retrancher, qu'on ne peut pas arriver à faire donner à un revenu national plus que le total de ses composantes, si nous savons faire cet effort, nous continuerons longtemps de voir se dessiner les cimes de notre Jura commun dans un ciel qui sera le ciel de la liberté.